



Solidaires
l'Union syndicale

Communiqué de presse

SUD Santé Sociaux Isère / Solidaires Isère

Grenoble le 01 04 2021

Venue de Macron à l'hôpital de St Egrève, une provocation pour les soignants

La venue d'Emmanuel MACRON au Centre Hospitalier Alpes Isère à Saint Egrève est une véritable provocation aux agent-es de l'hôpital Public qui réclament des moyens en non la fermeture de 78 lits de cet établissement

Gouvernement et autorités sanitaires continuent de fermer des centaines de lits dans les hôpitaux, malgré la pandémie.

On aurait pu penser qu'avec la première vague du Covid qui a déferlé au printemps, les autorités sanitaires, les Agences régionales de santé (ARS), les directions des hôpitaux auraient remis en question la politique de suppression de lits d'hôpitaux qui prime depuis des années. Il n'en est rien.

Partout, depuis des années, les hôpitaux français suppriment des places d'hospitalisations. Cette tendance se poursuit depuis mars 2020. **3400** lits avaient déjà été supprimés en **2019**, **4000** en **2018**. Entre **2003 et 2017**, plus de **69 000 places** d'hospitalisation à temps complet ont disparu. Ces dernières années, ces suppressions de lits passent par des décisions du « Comité interministériel de performance et de la modernisation de l'offre de soins », une instance interministérielle créée en 2012

En mai, le ministre de la Santé Olivier Véran affirmait qu'il fallait « **sortir du dogme de la fermeture des lits** ». Depuis rien n'a été fait en ce sens. La troisième vague changera-t-elle la donne ? Les ARS, le gouvernement, les directions d'hôpitaux, écouteront-elles enfin ce que disent les soignants depuis plusieurs années : il faut arrêter de s'attaquer aux hôpitaux, on en a besoin pour soigner.

Les signaux en provenance de l'hôpital public sont alarmants : épuisés, découragés, meurtris, les personnels hospitaliers sont à la limite de la rupture. Du manque chronique de moyens en remise en question des motivations les soignant-es désertent l'hôpital.

En septembre, 100 000 postes étaient vacants dans les établissements de santé

Face à ce désastre politique et sanitaire, le syndicat SUD Santé Sociaux dénonce le manque d'anticipation du Gouvernement pour un confinement strict qui ne pouvait être évité, faute de casser les soignant.e.s et de laisser l'hôpital public s'effondrer. Mais ce confinement doit être conditionné à une véritable reprise en main du système de santé :

- la réquisition immédiate des établissements privés lucratifs et non lucratifs pour réorganiser dans l'urgence les prises en charge sur l'ensemble des établissements de santé

- L'ouverture de lits supplémentaires et des moyens humains pour nos services de réanimations et de médecine

- La socialisation des trusts pharmaceutiques et donc des brevets des vaccins pour constituer un pôle public pharmaceutique au service de l'intérêt général de la population mondiale

Pour éviter que les mêmes causes reproduisent les mêmes effets, dès maintenant, nous devons aller vers une refonte du système de santé, social et médico-social, en un seul système public, intégralement géré par une Sécurité Sociale de nouveau administrée uniquement par les représentant.e.s des travailleurs-euses et des usager.e.s.

Contact presse : Sandrine 06 61 33 29 77